

Bulletin d'histoire politique

Offensive fédéraliste et projet de convergence

Robert Comeau

L'Expo 67, 40 ans plus tard
Volume 17, Number 1, Fall 2008

URI: id.erudit.org/iderudit/1056040ar
<https://doi.org/10.7202/1056040ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique et VLB éditeur

ISSN 1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Comeau, R. (2008). Offensive fédéraliste et projet de convergence. *Bulletin d'histoire politique*, 17(1), 9–11. <https://doi.org/10.7202/1056040ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2008

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online. [<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>]



This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research. www.erudit.org

Éditorial

Offensive fédéraliste et projet de convergence

ROBERT COMEAU

Directeur du *Bulletin d'histoire politique*

L'offensive fédéraliste prend une nouvelle forme : c'est sur le plan intellectuel que l'on veut aussi rallier les esprits. On a vu l'éditorialiste en chef de *La Presse* André Pratte lancer l'automne dernier *Reconquérir le Canada : un nouveau projet pour la nation québécoise*. Plus récemment, Alain Dubuc s'adressait à « ses amis souverainistes » pour démoraliser les troupes en ridiculisant les plus déterminés et en tentant de rallier au fédéralisme canadien les plus hésitants. Sans démonstration, Dubuc est catégorique : l'option souverainiste est vouée à disparaître et notre avenir est indubitablement dans le Canada ! On vu également au printemps dernier l'habile utilisation politique de la gouverneure générale du Canada, notre « presque reine » qui a réussi à charmer l'Europe en vantant les mérites du Canada multiculturel. On a vu le rôle du gouvernement fédéral dans l'organisation des fêtes du 400^e de Québec, où la dimension festive devait évacuer les rappels de l'histoire. Des historiens québécois ne sont pas restés à l'écart.

L'HISTOIRE D'UN PROJET DE CONVERGENCE

Nous savions que le conseil d'administration de l'Institut d'histoire de l'Amérique française (IHAF) avait confié l'organisation de son congrès de l'automne 2008 à l'historien de l'Université Laval Jocelyn Létourneau. C'est à cet historien post-moderne qui nie l'existence de la nation québécoise que fut confié le soin de présider le comité d'organisation du congrès annuel de l'IHAF de 2008, année de la commémoration du 400^e anniversaire de la fondation de Québec.

Le temps était donc venu de procéder à la déconstruction de notre histoire nationale et de ses mythes ? Le programme initial était on ne peut plus clair.

Nous ne savions pas que dès 2005 au congrès de l'Association des études canadiennes (AEC) tenu à Edmonton, quelques historiens ont tenté lors d'une rencontre informelle où assistaient entre autres Jack Jedwab, Christian Laville et Jocelyn Létourneau d'explorer de nouvelles avenues de collaboration et de convergence pour ce grand congrès de 2008. On y a planifié l'organisation d'un congrès conjoint de l'AEC et de l'IHAF. Pour donner plus d'éclat à au congrès de l'IHAF, l'historien Létourneau devait tenter d'unir l'Institut d'histoire de l'Amérique française à deux autres sociétés dont l'orientation fédéraliste est manifeste : d'une part, l'Association des études canadiennes (AEC), et d'autre part le groupe des profs du secondaire regroupés dans l'Association québécoise pour l'enseignement de l'univers social (AQEUS). La première, l'AEC, dispose d'un budget important et travaille étroitement avec Patrimoine Canada à la promotion de l'unité canadienne et a très peu d'appuis parmi les historiens francophones du Québec. D'autre part, la nouvelle AQEUS, formée par un groupe de dissidents de la Société des professeurs d'histoire du Québec (SPHQ) et qui attire un grand nombre de didacticiens et de conseillers pédagogiques du ministère de l'Éducation. L'AQEUS appuie la réforme des programmes d'histoire au secondaire et rivalise avec la SPHQ qui, elle, a mené campagne contre le programme d'histoire et d'éducation à la citoyenneté au printemps 2006 qui niait entre autres la question nationale du Québec. Cette nouvelle association a l'appui des deux principaux didacticiens reconnus du milieu universitaire qui ont formé les jeunes didacticiens à savoir Jean-Pierre Charland à l'U de M. et Christian Laville à l'Université Laval qui n'ont jamais caché leur orientation fédéraliste. On sait que les didacticiens de l'histoire et les Facultés d'éducation jouent un rôle de plus en plus grand dans les programmes d'enseignement au secondaire aux dépens des spécialistes disciplinaires.

Mais revenons à cette rencontre informelle tenue au congrès de 2005 à Edmonton : on y avait aussi invité le président de la SPHQ à se joindre à eux. Voici ce qu'il en disait dans son rapport au congrès de la SPHQ qui a suivi :

En 2008, cette rencontre annuelle (de l'Association d'études canadiennes) aura lieu à Québec, ainsi que bien d'autres manifestations à saveur historique [...]. C'est la raison pour laquelle la SPHQ a été officiellement invitée à participer à la rencontre d'Edmonton où s'est tenue une réunion de type strictement exploratoire quant à une possible convergence entre la rencontre de cette association, celle de l'Institut d'histoire de l'Amérique française (IHAF) possiblement celle des

enseignants d'histoire au collégial et la nôtre. Il a été question de croisements possibles, c'est-à-dire qu'un enseignant de notre association pourrait facilement se rendre à un atelier de l'IHAF ou de l'AEC et vice versa. Une autre réunion a été évoquée dans un avenir plus ou moins rapproché, ici au Québec, sans toutefois qu'une date n'ait été fixée.

Par la suite, le projet fut ficelé en comité plus restreint. Ni Jack Jedwab, ni Jocelyn Létourneau, ni Christian Laville n'ont rappelé le président de la Société des professeurs d'histoire du Québec, Laurent Lamontagne.

Après la création de l'Association québécoise de l'enseignement de l'univers social, l'AEC s'est tourné vers son nouvel allié avec qui elle a plus en commun et qui accepte de s'insérer dans cette convergence fédéraliste. On se souviendra que c'est ce même groupe qui a échoué à transformer la SPHQ, fondée en 1962, en une association pour l'enseignement de l'univers social où serait diluée la discipline historique.

OÙ EN EST CE PROJET DE CONVERGENCE ?

Il semble bien que le président du comité organisateur du congrès de l'IHAF n'ait pas eu entièrement le champ libre pour ses initiatives souterraines. Le congrès de l'IHAF se tiendra comme prévu les 24 et 25 octobre 2008 à Québec. La Société des professeurs d'histoire du Québec (SPHQ) tiendra son congrès annuel à Trois-Rivières les 17 et 18 octobre sous le thème « La place du présent dans l'enseignement de l'histoire et de l'éducation à la citoyenneté ». Par ailleurs, un site internet nous informe que Patrimoine Canada a réservé un bloc de chambres à l'Hôtel Palace Royal de Québec pour les 26 et 27 octobre 2008 et le site de l'Association d'études canadiennes (AEC) annonce que les dates de sa prochaine réunion annuelle biennale sur l'enseignement de l'histoire aura lieu les 24, 25 et 26 octobre 2008 à Québec. L'AQEUS a réservé aux mêmes dates des chambres au Plaza. On peut imaginer que cette convergence permettra de bons échanges entre l'AQEUS avide de reconnaissance, l'IHAF à la recherche de financement et l'Association des études canadiennes et Patrimoine Canada. On souhaiterait plus de lucidité, de vigilance et de transparence de la part de l'Institut d'histoire de l'Amérique française.